



SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 MAI 2003 (EXERCICE 2002)

SOMMAIRE

I. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. ACTIVITE ET RESULTATS

❖ L'ACTIVITE

- BANQUE OFFICIELLE DES LIONS

❖ LES RESULTATS

- LE TAUX D'AUGMENTATION

B. PROPOSITIONS D'AFFECTATION DU RESULTAT / PROPOSITIONS DE RESOLUTIONS

II. CHIFFRES CLES

III. BILANS COMPARES AU 31/12/ 2002 ET 31/12/2001

IV. RESULTATS D'EXPLOITATION COMPARES AU 31/12/12/2001 ET 31/12/2002



SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 MAI 2003 (EXERCICE 2002)

II. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. ACTIVITE ET RESULTATS

L'ACTIVITE

Banque officielle des Lions, dont l'épopée asiatique restera dans les mémoires, la SGBS se devait, à l'instar de l'équipe nationale de football, de réaliser une belle performance.

L'exercice écoulé a répondu aux attentes. Notre établissement a amélioré son fonctionnement interne, poursuivi l'extension de son réseau, avec la création de cinq nouvelles agences, et renforcé ses positions commerciales. L'ouverture d'un Bureau de Représentation à Paris, adossé à une agence de la Société Générale, atteste, avec la multiplication des missions hors des frontières, du vif intérêt porté aux Sénégalais de l'Extérieur. Leur sont proposés des produits spécifiques, dont la gamme devra être encore enrichie.

LES EMPLOIS

Alors que leur progression avait fléchi en 2001, en raison notamment de la résorption des crédits de campagne, les crédits à la clientèle sont repartis de l'avant à un rythme élevé, enregistrant un taux de croissance de 14,20 % qui recouvre :

➤ une forte augmentation des crédits à la clientèle commerciale (+10 % contre 3,1 % l'année précédente). Ils atteignaient 157,8 Milliards au 31 décembre.

En hausse de 8,1 % les crédits à court terme ont subi un tassement des découverts, tandis que l'encours d'escompte commercial connaissait une variation modérée, conséquence d'une sélection renforcée des effets mobilisés. Grâce à un raffermissement des relations avec les grandes entreprises, les autres crédits à court terme ont fait par contre un bond de 23,7 %.

Une nette reprise des investissements s'est amorcée au deuxième semestre 2001 et s'est confirmée en 2002. On la doit surtout aux entreprises déjà installées dans le pays. Les investissements étrangers se font toujours attendre, avec beaucoup d'intentions affichées et d'effets d'annonce sans lendemain. Aussi l'encours des crédits à moyen terme a-t-il augmenté de 11,7 %. En l'absence d'opérations d'envergure, cette évolution est due à des financements diversifiés, en faveur de clients appartenant à la plupart des secteurs d'activité (industries de transformation, commerce, services essentiellement), à l'exception de la pêche et du textile.

Nombre de crédits autorisés au deuxième semestre ont vu leur mise en place décalée en 2003. L'encours des crédits à moyen terme est donc appelé à évoluer très favorablement.

Quelques opérations de montant unitaire élevé ont contribué à la forte progression du leasing (+ 50,9 %) qui demeure néanmoins marginal. Des obstacles juridiques et fiscaux contrarient la diffusion de ce produit, susceptible pourtant de couvrir de nombreux besoins. Avec près de 3 Milliards d'engagements de ce type, la SGBS domine le marché, avec une part de 56,2 %.

Absorbant 51,2 Milliards des crédits commerciaux, les PME (entreprises ayant un chiffre d'affaires compris entre 1 et 10 Milliards et / ou employant plus de 10 personnes) occupent une bonne place dans le fonds de commerce. Elles font l'objet d'une attention particulière.

- une accélération du rythme de développement des crédits à la clientèle privée. Au 31 décembre leur montant s'élevait à 37,8 Milliards.

Même si cette hausse de 34,6 % a été tirée par quelques opérations à caractère exceptionnel, la tendance reste très positive. Les Prêts Personnels Ordinaires à plus de 2 ans ont ainsi progressé de 18,1 %, portant l'indice de détention à un niveau qu'il sera difficile de dépasser.

Quant aux Prêts Personnels Immobiliers, ils ont poursuivi leur expansion, l'encours s'étant accru de 28,3 % contre 22,1 % en 2001. L'insuffisance de ressources longues disponibles limite pourtant les possibilités d'intervention, alors que la demande est de plus en plus pressante.

LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements par signature apparaissent très fluctuants. Après avoir chuté en 2000, ils se sont repris en 2001, pour à nouveau se contracter en 2002 (- 5,9 %). Ils subissent les à coups liés à la mise en place et à la tombée d'opérations de gros montants, qu'il s'agisse de cautions marchés ou de cautions diverses.

Les engagements liés au commerce international et en particulier les crédits documentaires ont dans l'ensemble évolué favorablement, malgré un tassement des obligations cautionnées et un recul des avals sur effets, purement occasionnel.

Les cautions marchés se sont pour leur part honorablement comportées. A l'inverse les engagements d'ordre des banques se sont brutalement repliés. Il faudra

attendre la réalisation des grands projets d'infrastructures (autoroute à péage, nouvel aéroport etc...) pour voir ce type d'engagements se redresser.

LES RESSOURCES

Les dépôts de la clientèle se sont très bien tenus, augmentant de 13,7 %, pourcentage identique à celui de l'année précédente. Au 31 décembre ils se situaient à 229,8 Milliards (hors emprunts auprès des organismes de refinancement).

- après avoir fléchi en 2001, les dépôts de la clientèle commerciale ont rebondi en 2002 (+ 18,6 %), en raison essentiellement de la reconstitution des dépôts à vue, qui avaient subi d'importantes ponctions au dernier trimestre de l'année précédente. La baisse des taux d'intérêts servis a par contre freiné l'évolution des comptes à terme.
- le développement du fonds de commerce de particuliers, qu'ils soient résidents ou non résidents (Sénégalais installés à l'étranger), se reflète dans le très bon comportement des dépôts de la clientèle privée. Tiré par les comptes d'épargne, leur rythme de progression est toujours très alerte (+ 13,9 %). En fin d'année ils s'élevaient à 116,6 Milliards, représentant 50,8 % du total des dépôts de la clientèle.
- les avoirs confiés par les Administrations et Organismes Publics ont continué de s'étoffer (+ 9,4 %).

LA TRESORERIE

Les ressources globales sont très largement supérieures aux besoins. Il en résulte des excédents de trésorerie de plus en plus importants. En grande partie à vue ou à échéance courte, ces ressources ne peuvent être que partiellement utilisées pour les financements à moyen et long terme en raison des limitations imposées par le ratio de transformation. Pour ces opérations, il y a donc lieu de solliciter les organismes de refinancement chaque fois que cela est possible. Les fonds ainsi empruntés viennent encore grossir les excédents.

En l'absence de marché monétaire actif, et de possibilité de placement, ceux-ci constituent des avoirs improductifs, logés chez la Banque Centrale.

LES INVESTISSEMENTS

Bien qu'en retrait par rapport à l'année précédente, les investissements de l'exercice ont encore été très élevés, atteignant 3,9 Milliards, dont 2,3 Milliards de dépenses immobilières, affectées pour une bonne part à la construction de nouvelles agences et à des acquisitions de sites pour des implantations futures. Les achats de matériels et de logiciels pour l'informatique et la monétique, ont aussi lourdement

pesé. Eu égard à la dimension actuelle du réseau, les renouvellements courants ont logiquement tendance à s'accroître.

LES RESULTATS

Le taux d'augmentation des intérêts générés par les opérations avec la clientèle qui s'est établi à + 12,9 %, a été supérieur à celui des encours moyens gérés. Cela traduit une amélioration du rendement brut des remplois correspondants, et témoigne d'une bonne résistance de la SGBS aux pressions à la baisse des conditions.

Par contre la hausse de 6,6 % des intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires est plus faible que celle des encours de cette nature, dont une part croissante est constituée d'excédents de liquidités stériles.

Du fait de l'abondance des ressources, les charges d'intérêts ont pu être d'autant mieux contenues qu'il n'a pas été nécessaire de retenir les dépôts les plus coûteux. Aussi les produits nets (marge d'intermédiation) ont-ils enregistré une belle progression (+ 16,3 %), atteignant 17 Milliards.

Commissions de service et produits divers se sont pour leur part très bien comportés. Les recettes liées à la gestion des comptes ainsi que les produits sur prestations de services financiers se sont particulièrement mis en évidence. Bien qu'honorable (+ 8,1 %) l'augmentation des commissions Western Union ne reflète pas celle des transactions, en raison d'une érosion de la commission moyenne par opération. Quant aux produits sur engagements par signature, ils sont repartis de l'avant (+ 11,5 %), après le fléchissement constaté en 2001.

Conséquence de ces diverses évolutions, le Produit Net Bancaire s'est établi à 27,8 Milliards, en hausse de 16,3 %.

Malgré l'incidence des charges imputables à l'expansion du fonds de commerce et au plan de développement du réseau, les frais généraux, en hausse de 10,5 %, ont été bien contenus, comme en atteste l'amélioration du coefficient d'exploitation, tombé à 43,3 %.

La variation des frais généraux étant nettement inférieure à celle du PNB, le Résultat Brut d'Exploitation s'est accru de 20,5 %, atteignant 15,8 Milliards et dépassant largement les objectifs.

En dépit de reprises de provisions croissantes, le coût net des risques (dotations moins reprises) s'est sensiblement alourdi, approchant les 6 Milliards. Il est venu grever le résultat avant impôts, qui n'en a pas moins progressé de 22,5 %.

L'impact de la charge fiscale a été beaucoup plus accentué que l'année précédente, en raison notamment de moindres déductions au titre des investissements réalisés.

Aussi le résultat net comptable s'est-il établi à 7.031 Millions, contre 6.013 Millions en 2001 (+ 16,9 %).

B. PROPOSITIONS D'AFFECTATION DU RESULTAT / PROPOSITIONS DE RESOLUTIONS

Mesdames, Messieurs

Nous soumettons à votre approbation le bilan et le compte de résultat arrêtés au 31 Décembre 2002.

Le résultat net comptable s'élève à 7.030.560.319 F.CFA. En l'absence de report à nouveau, il constitue le bénéfice à répartir.

Notre Conseil vous en propose la répartition suivante :

- Réserve légale (15 %)	1.054.584.048 F.CFA
- Dividende	3.622.080.000 F.CFA
- Réserve extraordinaire	<u>2.353.896.271 F.CFA</u>
	7.030.560.319 F.CFA

Ces dispositions permettraient d'allouer un dividende brut de 8.000 F.CFA par action, soit 80 % du nominal.

Après cette répartition la valeur théorique de l'action ressort à 52.900 F.CFA.

Nous vous prions de bien vouloir donner aux Administrateurs en fonction quitus et décharge de leur gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Les mandats d'Administrateurs exercés par Messieurs Didier ALIX et Bernard LABADENS, arrivent à échéance à l'issue de la présente Assemblée. Nous vous proposons de les renouveler pour une durée de trois ans, qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2005.

Nous vous demandons de ratifier la cooptation par le Conseil d'Administration, de Monsieur Aboubacar Sédikhe SY en remplacement de Monsieur Souleymane DIAW, décédé le 16 mars 2003. Sous réserve de l'agrément de la Commission Bancaire, Monsieur Aboubacar Sédikhe SY exercera ses fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

Nous vous demandons également de ratifier la nomination par le Conseil d'Administration aux fonctions d'Administrateur de Monsieur Moubarack LO à compter du 28 mai 2003, pour une durée de trois ans. Le mandat de Monsieur Moubarack LO expirera à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2005. Cette nomination devra également être agréée par la Commission Bancaire.

Conformément à l'article 19 de nos statuts, nous vous proposons d'allouer aux Administrateurs la somme globale nette d'impôts de 7.000.000 F.CFA, à titre d'indemnité de fonction.

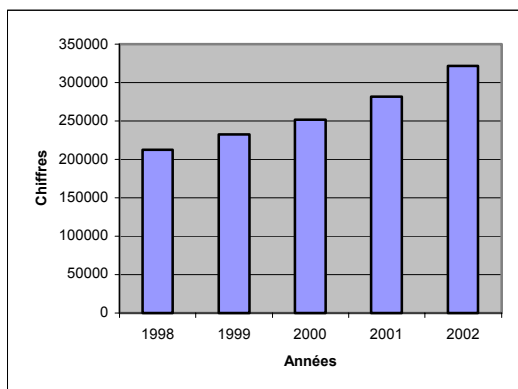
Dans le but de collecter les ressources longues dont la banque a besoin pour financer les crédits à moyen et long terme qu'elle consent à sa clientèle, le Conseil vous demande de l'autoriser à émettre des obligations, jusqu'à concurrence d'un montant nominal maximum de 20 Milliards F.CFA, cette autorisation étant valable pour une période de cinq ans.

Nous voudrions, en terminant, exprimer nos vifs remerciements à l'ensemble du personnel pour son dévouement et son efficace contribution à la bonne marche de notre Maison.

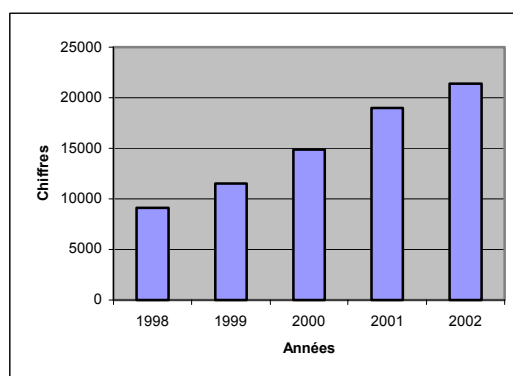
III. CHIFFRES CLES

En Millions de FCFA	1998	1999	2000	2001	2002	VARIATION	
						2002 / 2001	2002 / 1998
BILAN							
TOTAL BILAN	212.940	232.657	251.772	281.605	321.607	+14,2	+51,0
FONDS PROPRES	9.120	11.514	14.891	19.008	21.399	+12,6	+134,6
INVESTISSEMENTS	995	2.195	2.311	4.460	3.903	-12,5	+292,3
DEPOTS DE LA CLIENTELE	144.050	148.028	177.799	202.070	229.774	+13,7	+59,5
CREDITS A LA CLIENTELE	130.500	139.694	164.465	171.743	196.175	+14,2	+50,3
CREANCES	6.440	5.403	4.564	7.214	10.558	+46,4	+63,9
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	59.765	72.833	62.081	69.107	65.018	-5,9	+8,9
COMPTE D'EXPLOITATION							
PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	16.208	17.939	20.428	23.967	27.785	+15,9	+71,4
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7.643	8.963	10.648	13.086	15.764	+20,5	+106,3
RESULTAT AVANT IMPOTS	4.033	5.433	7.668	7.936	9.724	+22,5	+141,1
RESULTAT APRES IMPOTS	3.097	4.056	5.249	6.013	7.031	+16,9	+127,0

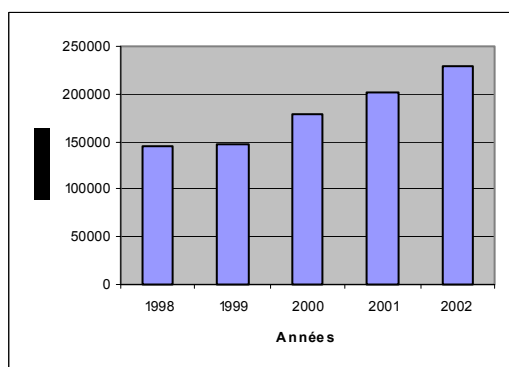
TOTAL DE L'ACTIF (98-02)
(en millions de FCFA)



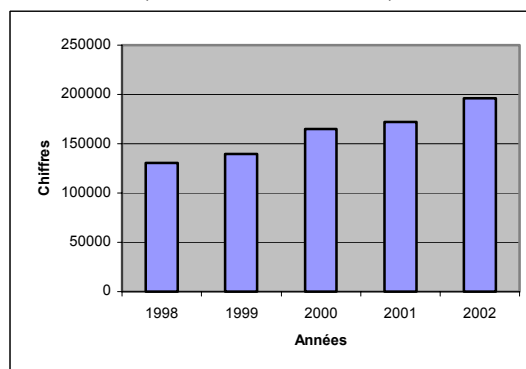
FONDS PROPRES (98-02)
(en millions de FCFA)



DEPOTS DE LA CLIENTELE (98-02)
(en millions de FCFA)



CREDITS A LA CLIENTELE (98-02)
(en millions de FCFA)



IV. BILANS COMPARES AU 31/12/ 2002 ET 31/12/2001

A C T I F	31.12.2002	31.12.2001	P A S S I F	31.12.2002	31.12.2001
CAISSE	8 692 469 648	7 245 290 565	DETTES INTERBANCAIRES	30 995 870 186	24 278 674 373
CREANCES INTERBANCAIRES	65 689 695 682	46 683 095 684	- A VUE	11 771 774 401	13 280 453 866
-A VUE	38 137 925 261	15 977 350 991	. TRESOR PUBLIC , CCP	183 400 750	466 493 805
. BANQUES CENTRALES	35 251 425 733	11 007 692 929	. AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	11 588 373 651	12 813 960 061
. TRESOR PUBLIC, CCP	423 279 131	153 616 578	- A TERME	19 224 095 785	10 998 220 507
. AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 463 220 397	4 816 041 484	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	234 643 597 675	208 234 704 837
- A TERME	27 551 770 421	30 705 744 693	- COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	106 754 553 973	94 017 285 032
CREANCES SUR LA CLIENTELE	204 849 242 072	177 575 797 240	- COMPTES D'EPARGNE	50 465 064 660	42 895 308 954
- PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX	14 467 068 370	13 738 061 215	- DEPOTS A TERME	62 492 626 541	53 451 503 116
- AUTRES CREDITS A COURT TERME	44 339 977 515	33 438 524 699	- BONS DE CAISSE	4 043 699 359	5 159 008 086
- COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	51 888 081 404	50 077 598 001	- EMPRUNTS A LA CLIENTELE	3 837 018 938	5 075 528 111
- CREDITS A MOYEN TERME	78 765 961 007	69 292 981 299	- AUTRES DETTES A VUE	3 626 093 852	4 116 420 901
- CREDITS A LONG TERME	3 758 229 447	3 235 079 453	- AUTRES DETTES A TERME	3 424 540 352	3 519 650 637
- CREANCES DIVERSES	1 073 119 626	578 772 676	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	13 123 400 000	14 685 000 000
- CREANCES EN SOUFFRANCE	10 556 804 703	7 214 779 897	AUTRES PASSIFS	2 361 475 929	4 260 992 535
TITRES DE PLACEMENT	15 654 222 000	28 843 048 930	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	9 483 421 930	2 498 472 145
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	269 661 600	276 889 704	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 569 070 240	2 625 732 165
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	2 956 505 068	1 960 198 942	PROVISIONS REGLEMENTEES	752 865 000	752 865 000
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	637 502 815	951 651 203	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	236 000 000	236 000 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 104 813 085	9 380 605 032	CAPITAL	4 527 600 000	4 527 600 000
AUTRES ACTIFS	3 102 865 230	3 066 551 566	RESERVES	15 882 858 862	13 491 767 171
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	7 649 742 941	5 621 851 051	REPORT A NOUVEAU (+/-)	0	0
			RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	7 030 560 319	6 013 171 691
TOTAL DE L'ACTIF	321 606 720 141	281 604 979 917	TOTAL DU PASSIF	321 606 720 141	281 604 979 917

V. RESULTATS D'EXPLOITATION COMPARES AU 31/12/12/2001 ET 31/12/2002

	31.12.01	31.12.02	31.12.01	31.12.02
C H A R G E S				
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			PRODUITS	
CHARGES S/OPERATIONS DE TRESORERIE & OPERATIONS INTERBANCAIRES	1 205 232 598	1 006 517 007	PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE & OPERATIONS INTERBANCAIRES	1 741 157 584
- B C E A O	0	0	- B C E A O	1 037 128 586
- Banques et Correspondants	1 109 529 913	906 128 873	- Banques et Correspondants	695 137 852
- Commissions	95 702 685	100 388 134	- Commissions	8 891 146
CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 797 266 071	5 311 699 015	PRODUITS DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	23 957 217 297
- Comptes à vue	99 705 753	154 529 078	- Agios d'escompte	1 443 528 009
- Comptes créditeurs à terme	3 169 828 871	3 569 355 714	- Autres crédits à court terme	1 949 980 963
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 007 125 607	1 150 107 076	- Comptes ordinaires débiteurs	8 543 421 034
- Bons de caisse	226 837 672	231 309 567	- Crédits à moyen terme	7 247 302 264
- Intérêts sur emprunts à la clientèle	293 768 168	206 397 580	- Crédits à long terme	319 468 140
CHARGES SUR OPERATIONS DIVERSES	2 721 021 956	2 904 737 748	- Divers intérêts	36 577 145
- Opérations de change & d'arbitrage	288 969 735	225 425 914	- Commissions	4 416 939 742
- Engagements par signature	31 684 027	31 684 027	PRODUITS DES OPERATIONS DIVERSES	6 772 196 252
- Charges sur opérations sur titres	999 450 231	941 489 215	- Commissions sur encaissement de chèques et d'effets	424 900 287
- Charges sur crédit-bail	784 423 408	1 129 966 637	- Opérations sur titres	931 761 253
- Charges sur prestations de services financiers	415 953 839	399 264 893	- Opérations de change & d'arbitrage	951 757 417
- Autres charges d'exploitation bancaire	200 540 716	176 907 062	- Engagements par signature	1 060 226 551
CHARGES DE PERSONNEL	4 292 265 416	4 733 817 660	- Autres produits à caractère bancaire	3 403 550 744
- Salaires et traitements	3 815 068 933	4 261 025 697	AUTRES PRODUITS	1 148 947 197
- Contributions patronales	271 418 814	380 001 420	- Revenus du portefeuille titres	81 203 796
- Autres frais de Personnel	205 777 669	92 790 543	- Produits exceptionnels & produits sur exercices antérieurs	929 202 454
IMPOTS ET TAXES	162 313 517	202 908 320	- Plus-values sur cessions	74 875 418
- Autres impôts et taxes	162 313 517	202 908 320	- Autres produits accessoires	63 665 529
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	4 590 726 139	5 105 405 416	REPRISE DE PROVISIONS	5 069 381 076
- Services extérieurs	2 177 223 417	2 633 817 843	- Reprise de provisions sur créances douteuses et litigieuses	3 319 318 327
- Autres services extérieurs	2 130 899 415	2 062 383 190	- Reprises d'autres provisions	1 750 062 749
- Charges diverses d'exploitation	282 603 307	409 204 383		
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	10 384 419 763	12 453 063 405		
- Dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements	1 840 153 886	1 979 210 374		
- Provisions s/créances douteuses & litigieuses	8 254 870 382	10 196 253 031		
- Autres provisions	289 395 495	277 600 000		
AUTRES CHARGES	2 599 067 765	1 984 172 348		
- Charges exceptionnelles & charges s/exercices antérieurs	2 599 067 765	1 984 172 348		
PROVISIONS IMPOTS SUR LES SOCIETES	1 923 414 490	2 693 067 223		
TOTAL DES CHARGES	32 675 727 715	36 395 388 142	TOTAL DES PRODUITS	38 688 899 406
EXCEDENT	6 013 171 691	7 030 560 319	DEFICIT	43 425 948 461